

Résistances culturelles et revendications territoriales des peuples autochtones, Karen Hoffmann-Schickel et Éric Navet (dir.). Actes de la journée d'étude de l'Université de Strasbourg, *Connaissances et Savoirs*, Paris, 2015, 398 p.

Marie-Dominik Langlois

Volume 48, Number 3, 2018

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1062141ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1062141ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Recherches amérindiennes au Québec

ISSN

0318-4137 (print)

1923-5151 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Langlois, M.-D. (2018). Review of [*Résistances culturelles et revendications territoriales des peuples autochtones*, Karen Hoffmann-Schickel et Éric Navet (dir.). Actes de la journée d'étude de l'Université de Strasbourg, *Connaissances et Savoirs*, Paris, 2015, 398 p.] *Recherches amérindiennes au Québec*, 48(3), 127–129. <https://doi.org/10.7202/1062141ar>

doit laisser place à la lutte pour la liberté » (p. 242).

Finalement, la conclusion de *Peau rouge, masques blancs* propose un historique du mouvement Idle no More ainsi qu'une série de cinq propositions de revendication et de champ d'action pour ce mouvement. *Peau rouge, masques blancs* de Glen Sean Coulthard constitue un ouvrage incontournable de théorie politique critique sur le colonialisme canadien. Comme le livre est originalement paru en anglais en 2014, on peut dire que sa traduction est la bienvenue. Malgré sa parution récente, le livre a déjà reçu beaucoup d'attention du côté du Canada anglais et, à mon sens, il était nécessaire d'en avoir une traduction française pour assurer un dialogue entre les chercheurs, les militants et les peuples autochtones francophones et anglophones. Glen Sean Coulthard propose une synthèse de l'état actuel des théories politiques décoloniales dans un langage clair qui rend son livre accessible à un public non expert sans pour autant simplifier ses propositions et son analyse. L'auteur aurait très bien pu tomber dans le piège militant de vouloir ne s'adresser qu'à des convaincus. Au contraire, il s'engage profondément et de façon nuancée avec les auteurs qu'il critique et prend toujours soin d'assurer la logique de son raisonnement. Néanmoins, il reste campé dans ses positions et critique au passage de nombreux dirigeants autochtones, ce qui lui a sûrement attiré certains commentaires des principaux intéressés.

Peau rouge, masques blancs possède malgré tout certaines faiblesses. La principale, de mes yeux d'anthropologue, est le manque de données empiriques mobilisées dans l'ouvrage, surtout lorsqu'il parle de résurgence autochtone. Les peuples autochtones du Canada ont développé de nombreuses façons de lutter contre le colonialisme, et Coulthard aurait dû nous en dresser un éventail plus complet. Ces exemples ne contredisent pas nécessairement ses propos mais auraient certainement pu amener plus de substance à son ouvrage et auraient permis de renforcer ses conclusions.

Émile Duchesne
Département d'anthropologie,
Université de Montréal

Ouvrages cités

- FANON, Frantz, 2013 [1952] : *Peau noire, masques blancs*. Seuil, Paris.
- HEGEL, Georg Wilhelm Friedrich, 1941 [1807] : *Phénoménologie de l'esprit*. Aubier, Paris.
- MARX, Karl, 2014 [1867] : *Le capital. Livre I*. Presses universitaires de France, Paris.
- TAYLOR, Charles, 1994 : « The Politics of Recognition », in A. Gutmann (dir.), *Re-Examining the Politics of Recognition*. Princeton University Press, Princeton.



Résistances culturelles et revendications territoriales des peuples autochtones

Karen Hoffmann-Schickel et Éric Navet (dir.). *Actes de la journée d'étude de l'Université de Strasbourg, Connaissances et Savoirs, Paris, 2015, 398 p.*

RÉSISTANCES CULTURELLES et revendications territoriales des peuples autochtones est un recueil publié en 2015 chez Connaissances et Savoirs comme suite à un colloque organisé en 2010 à l'Université de Strasbourg et auquel ont participé plusieurs chercheurs et chercheuses, principalement des doctorants et doctorantes en ethnologie, anthropologie et sociologie. Le livre adopte globalement des théories classiques en sciences sociales, comme en témoignent les bibliographies où, à l'exception d'une référence à l'historien sioux Vine Deloria Jr, figurent majoritairement des théoriciens européens ou nord-américains bien établis tels que Pierre Bourdieu, Clifford Geertz, Stuart Hall, Bruno Latour, Claude Lévi-Strauss, Georg Simmel, Max Weber.

Si le recueil présente, certes, des études de cas portant sur des peuples autochtones, il demeure cependant éloigné de qu'il est convenu de nommer en Amérique du Nord les « études autochtones », et encore plus du champ des études autochtones critiques. Ainsi, pour les personnes

qui s'intéressent à des thèmes comme la décolonisation de la recherche (voir Smith 2013 [1999]), les féminismes autochtones ou les méthodes de recherche en contextes autochtones, ou encore à des analyses produites par des Autochtones, cet ouvrage n'est pas une lecture indiquée.

En revanche, le livre s'offre bien comme première introduction à certains thèmes relatifs aux peuples autochtones. Il s'adresse particulièrement à un public européen et présente différentes études de cas où des peuples autochtones ont usé de stratégies souvent innovatrices face à des changements affectant leur rapport au territoire et leurs pratiques culturelles.

L'ouvrage couvre l'ensemble des continents où vivent des peuples autochtones. On y aborde l'Amérique latine, en commençant par la Mésopotamie et les Mayas au Guatemala (José Morales Gramajo). L'Amérique du Sud est présente dans une plus grande proportion, et c'est sur l'Amazonie que les travaux se concentrent : les Mundurucus au Brésil (Maria Soeli Farias-Lemoine), les Tekos et les Wayâpis en Guyane (Vincent Brailly et Éric Navet), ainsi que les Awajúns au Pérou (Sébastien Baud). Par contre, les peuples autochtones d'Amérique du Nord sont absents du recueil.

L'ouvrage couvre également l'Océanie par le truchement du peuple kanak en Nouvelle-Calédonie (Stéphanie Graff). Quant à l'Europe, il est question des Saamis¹ en Norvège (Karen Hoffmann-Schickel) et des Sakhas en Russie (Émilie Maj). On peut toutefois s'étonner de retrouver dans le recueil certaines populations qui ne sont pas typiquement considérées en tant que peuples autochtones, par exemple les communautés serbes de la vallée de la Tisz (Benjamin Landais), les Gourmantchés (ou Gulmanceba) au Burkina Faso (Alexis Kaboré) et les Jawis en Thaïlande du Sud (Pierre Le Roux). Il aurait été bienvenu d'avoir davantage d'explications pour justifier leur présence dans cet ouvrage collectif consacré aux peuples autochtones.

Dans la préface, Hoffmann-Schickel et Navet ont plutôt choisi de réunir les catégories de peuples autochtones et de minorités ethniques en

une seule, soit celle des « peuples traditionnels » compris comme des « sociétés qui visent, à tous les niveaux de leur culture, à entretenir un triple équilibre » (p. 11) dans leurs relations sur le plan 1) écologique et spirituel, 2) humain (avec les membres du groupe et avec d'autres groupes) et 3) individuel.

Autant il peut être dangereux d'étendre la catégorie de « peuples autochtones » à des populations qui ne s'en revendiquent pas, il peut être également hasardeux de rassembler des groupes aussi différents que ceux à l'étude dans l'ouvrage sous l'appellation de « peuples traditionnels », vu les effets essentialisant qu'une telle catégorisation pourrait comporter et le risque de gommer ou d'évacuer les considérations politiques des expériences des peuples autochtones. Guimond, Robitaille et Sénécal (2009 : 241) rappellent que l'autochtonie est dynamique et comporte plusieurs dimensions subjectives qui occupent une place croissante. La dimension subjective se réfère à l'idée qu'un peuple se fait de lui-même, à l'appartenance d'un individu à un groupe, à la reconnaissance de ce groupe, ainsi qu'à l'auto-identification autochtone. Dans le contexte actuel où la décolonisation de la recherche s'impose de plus en plus dans le champ des études autochtones pour renverser les écueils de l'anthropologie (post)coloniale, il est de moins en moins recommandable d'apposer verticalement (*top-down*) une catégorie de « peuples autochtones » à des groupes, sans que ces groupes affichent eux-mêmes une appartenance à l'autochtonie.

Dans le même sens, on s'étonne de voir des appellations coloniales utilisées parfois sans problématisation et de façon interchangeable avec les endonymes. Comment se positionne le chercheur ou la chercheuse face à ces choix ; comment ces choix sont-ils reçus par les groupes étudiés ? Voilà des considérations actuelles qu'on aurait aimé voir aborder dans le recueil.

Sujet incontournable puisque fondamental pour les peuples autochtones, plusieurs textes abordent l'articulation identité-territoire. Plusieurs chapitres montrent comment les projets

d'exploitation des ressources naturelles viennent cristalliser les enjeux identitaires autochtones autour du territoire, comme l'illustre le conflit du fleuve Alta en Norvège (Hoffmann-Schickel). La menace que représentait le développement hydroélectrique pour le territoire et l'identité saamie (les activités traditionnelles prenant place sur le territoire) a mis en évidence la nécessité de créer une alliance entre les Saamis des quatre pays nordiques (Norvège, Finlande, Suède et Russie) et de créer un nouveau conseil politique pour défendre le territoire et les droits des Saamis. Fait intéressant, ce conseil ne s'est toutefois pas bâti depuis zéro : il s'est développé à même une institution déjà existante depuis 1956, soit l'Institut nordique saami. Ce renforcement politique sur le plan macro-régional a aussi eu des échos sur le plan national : deux parlements saamis ont vu le jour par la suite. D'autre part, le conflit a aussi provoqué une affirmation identitaire sur le plan culturel, à travers la valorisation de pratiques saamies comme l'artisanat et l'élevage de rennes, et à la définition d'une saamicité internationale rassemblant les Saamis des quatre pays. Un conflit territorial peut donc être fédérateur pour des peuples autochtones.

Il est également question d'adaptations de pratiques spirituelles en territoires protégés (Alexis Kaboré). À l'intérieur de ces conflits d'usage et d'interprétation autour du territoire, les peuples autochtones tendent à développer des stratégies de résistance ou de résilience, tout en faisant l'expérience des différentes techniques de contrôle du territoire que les États mettent en place à travers leurs politiques. Il y a donc une dynamique de plaques tectoniques qui se joue entre les acteurs et qui donne lieu à des innovations sociales et à des transformations du politique passant par l'ouverture ou le resserrement d'espaces. Ce mouvement, que Philippe Hamman nomme les dynamiques transactionnelles, participe à la « construction de territoires, sensible aux dynamiques interculturelles et aux déroulés, jamais linéaires, de processus sociaux et sociétaux » (p. 48).

À ce sujet, rappelant les « ruses de la reconnaissance » évoquées par Elizabeth Povinelli (2002) dans *The Cunning of Recognition*, par lesquelles les Aborigènes d'Australie doivent se prêter à une figure « authentique » de l'Autochtone basée sur une représentation coloniale dégradante pour pouvoir avoir accès aux droits issus de la reconnaissance, le chapitre sur la Nouvelle-Calédonie est évocateur. Stéphanie Graff y analyse les critères de sélection de l'Agence de développement rural et d'aménagement foncier (ADRAF) pour l'attribution des terres, dont les deux principaux critères reposent sur 1) la démonstration du lien à la terre par le peuple kanak et 2) le développement économique sur les terres réclamées. Bien que l'ADRAF soutienne qu'elle se consacre principalement à rétablir le lien à la terre des Kanaks, Graff déconstruit cette prétention en mettant en évidence que 60 % des attributions entre 1978 et 2000 ont été octroyées individuellement à des Européens. L'auteure distingue une politique de restitution des terres aux Kanaks par rapport à la politique de (ré)attribution de l'ADRAF, où le contrôle demeure entre les mains de l'État et où les rapports de pouvoir restent inchangés. En outre, loin d'être la médiatrice qu'elle se prétend être, l'ADRAF, en créant des structures en parallèle avec celles existant déjà dans les communautés, place donc les Kanaks dans une situation de dispute dès le moment où ils souhaitent entreprendre une réclamation.

Comme il est commun pour les actes de colloques étudiants, certains chapitres semblent plus déconnectés en ce qui a trait à la mission que s'est donnée l'ouvrage, et d'autres apparaissent plus inégaux par rapport à d'autres chapitres. Globalement, le recueil présente des textes intéressants abordant les conflits entre (cosmo)visions, territoire et propriété privée qui se cristallisent autour d'un espace, où des peuples autochtones déploient des (ré)actions de résistance et de résilience.

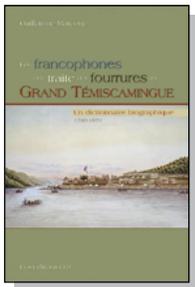
Marie-Dominik Langlois
Doctorante en sociologie,
Université d'Ottawa

Note

1. Tout au long du texte, j'ai privilégié les endonymes aux appellations utilisées par les auteurs et auteures du recueil.

Ouvrages cités

- GUIMOND, E., N. ROBITAILLE et S. SÉNÉCAL, 2009 : « Les Autochtones du Canada : une population aux multiples définitions ». *Cahiers québécois de démographie* 38(2) : 221-251.
- POVINELLI, E.A., 2002 : *The cunning of recognition: Indigenous alterities and the making of Australian multiculturalism*. Duke University Press, Durham, NC.
- SMITH, L.T., 2013 [1999] : *Decolonizing methodologies: Research and indigenous peoples*. Zed Books Ltd, London et New York.



Les Francophones et la traite des fourrures du Grand Témiscamingue. Un dictionnaire biographique 1760-1870

Guillaume Marcotte. Les Éditions GID, Québec, 2017, 450 p.

SI LA RÉGION DU « GRAND TÉMISCAMINGUE » n'a jamais vraiment existé d'un point de vue administratif, le livre de Guillaume Marcotte nous invite pourtant à découvrir ce territoire qui, prenant forme à travers un vaste réseau de postes de traite, s'étendait au-delà du district de Témiscamingue et intégrait le Népissingue et Mataouane. Retraçant le parcours des francophones engagés dans la traite des pelleteries de 1760 à 1870, l'auteur nous permet de découvrir une période historique qui, marquée par la Conquête et le début du Régime britannique, se terminera avec le déclin du commerce des fourrures et l'achat de la Terre de Rupert par le Canada. Soucieux de réunir un « maximum d'informations sur les francophones et leurs descendants en pays indien » et de faire découvrir une population locale jusque-là assez méconnue

(p. 30), l'auteur présente d'emblée l'objet de son dictionnaire bibliographique comme « doublement marginal » avec « une classe de travailleurs francophones assez peu étudiée, ayant fréquenté un territoire dont l'histoire de la traite des fourrures a suscité peu de passions » (p. 26).

En effet, comme le souligne Guillaume Marcotte dans son introduction, la chute de la Huronie en 1650 contraint les Français et les Canadiens, désormais privés d'un intermédiaire commercial précieux, à s'aventurer au plus profond du Grand Témiscamingue pour collecter eux-mêmes les pelleteries à partir de 1670. Malgré cet épisode précédant le contrôle des anglophones sur la traite en 1761, la Conquête marque un tournant pour ces voyageurs francophones qui, bien que nombreux, laissent peu de traces historiographiques au sein de la nouvelle administration. En effet, si la main-d'œuvre mobilisée compte encore de nombreux locuteurs en réunissant notamment des chasseurs aux origines autochtones (et plus particulièrement des personnes métissées dans le cas de ce dictionnaire), des trappeurs libres issus des colonies locales et des hommes libres vivant en « pays indien », le français reste surtout la langue des salariés illettrés qui sont au service de la Hudson's Bay Company (HBC) et de la North West Company (NWC).

Ainsi, tout en exploitant les multiples témoignages laissés par les bourgeois de l'époque (correspondances, listes de comptes, archives des grandes compagnies...) mais aussi les journaux de poste, les rapports de district et les archives religieuses (regroupant, entre autres, les rapports des missionnaires, les actes de baptêmes, de mariages ou de sépultures), l'auteur met en lumière les « petits travailleurs » de la traite jusque-là principalement présents de manière indirecte dans la documentation historique. Ce faisant, il interroge les patronymes de la population locale et retrace des liens de parenté qui nous amènent également à considérer la place prépondérante des personnes métissées parmi les francophones du Grand Témiscamingue. S'il est vrai que

Guillaume Marcotte ne s'aventure pas à parler ici de communauté métisse dans le sens juridique défini par le jugement Powley de la Cour suprême du Canada (c'est-à-dire une communauté historique dont les membres partagent une identité collective en plus d'un bagage génétique mixte), ce dictionnaire biographique apporte tout de même des éléments intéressants pour d'éventuelles réflexions ultérieures sur le sujet. D'ailleurs, et c'est là l'une de ses grandes qualités, cet ouvrage nous permet aussi de mieux comprendre la rencontre franco-amérindienne et de mesurer l'importance de la place qu'occupaient les personnes métissées dans la traite des pelleteries.

Bien que la plupart des noms recensés dans ce dictionnaire laissent place à une courte description des intéressés stipulant notamment leur statut (« bourgeois », « hivernant », « mangeur de lard... ») ainsi que les postes qu'ils occupent (guide, interprète, commis, chef de poste, équipier et artisans de toutes sortes...) et leurs origines supposées ou encore la compagnie au service de laquelle ils travaillent, l'auteur propose aussi de découvrir des individus originaux au passé plus étoffé. En fonction de leur réputation et des informations trouvées, Guillaume Marcotte, en deux ou trois pages, parfois moins, nous dévoile ainsi des témoignages et des anecdotes riches d'enseignements sur les usages de l'époque. Avec quelques photographies et de nombreux extraits de documents historiques, il éveille la curiosité du lecteur qui, à travers les paroles d'un curé, les plaintes d'un commis ou encore quelques lignes autobiographiques écrites modestement en fin de vie, prend connaissance de ces « oubliés » qui ont pourtant marqué le Grand Témiscamingue – tel, par exemple, Édouard Piché qui a donné son nom au lieu qu'il habitait. Les fugaces moments de joie et de solidarité qui succèdent aux drames et aux actes de violence relatés (désertions, maladies, meurtres, représailles...) tracent ainsi une trame le long de laquelle des destins parfois hors du commun s'esquisseront. Si on découvrira avec plaisir l'existence de